

déstalinisation » en Union Soviétique

importante des camps furent fermés. La production de biens de consommation fut accrue; le système des prix d'achat et de vente dans l'agriculture fut bouleversé; l'approvisionnement en blé fut assuré. Les rènes qui guidaient les intellectuels furent relâchées. Le dégel commença.

DES REVENDICATIONS IMMEDIATES AUX REVENDICATIONS DE STRUCTURE

Au moment même où ces transformations importantes eurent lieu, elles parurent étonnantes. Ce qui étonne plutôt aujourd'hui, c'est que, malgré l'opposition qu'elle rencontra de toute part, l'équipe au pouvoir put se maintenir (non sans quelques bouleversements profonds de personnel). La raison de ce fait réside dans l'importance des concessions accordées aux diverses couches sociales du pays. Et la possibilité de ces concessions provient des succès économiques importants remportés pendant cette période qui accurent incontestablement la marge de manœuvre de la direction bonapartiste de la bureaucratie.

Mais si cette direction crut qu'elle put faire taire l'opposition en donnant au peuple du pain, des jeux et le « sputnik », elle s'aperçut bien vite qu'il n'en fut pas ainsi. Plus le Kremlin fit des concessions, et plus fortes devinrent les revendications qui fusèrent de toute part. Plus la situation quotidienne devint supportable, et plus ces revendications prirent la forme de revendications de structure.

« Finissez-en avec le culte stupide de Staline! Retournez à Lénine! soviétique », cria la jeunesse et l'avant-garde communiste. « Finis les contrôles, les ordres contradictoires et la lourdeur désespérante des ministères « économiques »! Laissez-nous diriger « nos » usines à « notre guise », réclamèrent les directeurs d'entreprise et de trust. « Cessez de taxer les produits de nos lopins privés! Cessez de nous exploiter avec vos MTS! Donnez-nous vos tracteurs et laissez-nous vendre librement nos produits », murmurèrent les paysans. « Fini le principe de la « direction unique » des entreprises par les directeurs! Transformons vos « syndicats » qui poussent à la production et qui transmettent servilement les ordres des directeurs », crièrent les ouvriers.

Désunis entre eux, menacés par l'ampleur de la vague oppositionnelle, ne pouvant à nouveau pas combattre toutes les oppositions à la fois, les maîtres du Kremlin lâchèrent de nouveau du lest. Le 20^e Congrès du P.C. abolit le culte de Staline. La « réforme de l'industrie » accrut les compétences et les pouvoirs des directeurs d'usine et légala les privilèges qu'ils avaient illégalement usurpés. Par une décision du Plenum du Comité Central du 17 décembre 1957, la bureaucratie donna quelques droits de regard aux travailleurs sur la gestion des entreprises. Finalement, par l'abolition de l'impôt sur les produits du lopin privé, et surtout par la vente aux kolkhoz des tracteurs et des machines agricoles, annoncée dans le discours de Minsk de Khrouchtchev, le Kremlin fit quelques concessions extrêmement importantes aux paysans.

OUVRIERS ET PAYSANS

Toutes ces mesures si empiriques qu'elles soient, du chef de l'équipe bureaucratique au pouvoir, doivent être examinées dans le contexte de l'évolution de toute la société soviétique, et surtout à la lumière des rapports de forces entre les diverses couches sociales.

Si Khrouchtchev est amené à faire des concessions importantes à la paysannerie, ce n'est pas tellement parce que celle-ci est devenue politiquement active, mais parce qu'elle opposait une immense force d'inertie aux ordres bureaucratiques. Le retard de l'agriculture sur l'industrie ne cessait de s'accroître. Le ravitaillement des villes en produits alimentaires de qualité ne pouvait être résolu de façon satisfaisante. La paysannerie ne « collaborait » pas avec les successeurs de Staline. Khrouchtchev chercha d'abord son salut dans l'exploitation des terres vierges. Celle-ci parut insuffisante pour résoudre la crise agricole. Un appel puissant à l'enrichissement doit maintenant surmonter cette inertie.

Il en va déjà autrement de la classe ouvrière. La décision du 17 décembre 1957 rétablit une vieille règle soviétique, abolie par Staline: le droit du comité d'usine, de contrôler l'embauchage et le licenciement du personnel dans les entreprises; son droit d'être consulté pour le

choix du directeur et de participer à l'élaboration des normes de travail et de rémunération.

On pourrait certes rétorquer: ce ne sont que des mots. Ces comités-là sont contrôlés par le parti qui, à son tour, est un instrument de la bureaucratie. C'est oublier la dynamique des rapports de forces. La pression ouvrière s'accroît sans cesse à la base. Elle s'infiltre dans les organismes de base des syndicats et du parti. Les fonctionnaires, en bas de la hiérarchie, n'obéissent plus de façon aveugle aux ordres venus d'en haut; ils sont obligés aussi de tenir compte des murmures d'en bas. Quelquefois même, ils deviennent les porte-parole de la base dans des assemblées de cadres à l'échelon moyen. Dans ces conditions, la décision du 17 décembre 1957 peut ouvrir une large brèche dans le dispositif bureaucratique et risque de stimuler la revendication de la gestion ouvrière.

En fin de compte, il peut sembler que les intellectuels qui les premiers profitèrent du « dégel » soient aujourd'hui en retard par rapport aux concessions obtenues par les paysans, les ouvriers et les bureaucrates « économiques ». Sur le « front de la culture », la bureaucratie est passée momentanément à la contre-offensive. Mais c'est précisément parce que sur ce front, les forces « subversives » avaient fait le plus de progrès.

De telles contre-offensives sont inévitables sur tous les fronts. La bureaucratie soviétique est une caste puissante et riche. Sa cohésion intérieure a été accrue par la « déstalinisation ». Le nombre de ses membres associés à l'exercice du pouvoir a considérablement augmenté. Croire que la « déstalinisation » se poursuivra de façon rectiligne, c'est croire à un désir d'auto-liquidation de la bureaucratie. Elle ne l'a nulle part manifesté, bien au contraire: voyez l'exemple de la Hongrie! Les concessions faites lui ont été arrachées par la pression de forces sociales. Entre deux courbes montantes de cette pression, il y a des accalmies inévitables dont elle essaye de profiter pour reprendre en partie ce qu'elle avait accordé. Le rétablissement de la démocratie soviétique ne sera pas un cadeau du Kremlin au peuple; il sera une conquête de la révolution politique qui se prépare. Mais en s'efforçant d'écarter l'éventualité de cette révolution, la bureaucratie procède à des actes qui font mûrir ses conditions objectives et subjectives. Et plus l'économie soviétique progresse, plus est favorisé ce mûrissement.

C'est à la lumière des rapports de forces qu'il faut encore juger les risques inclus dans les derniers tournants de Khrouchtchev. Vendre aux kolkhoz les moyens de production mécaniques implique de graves dangers pour l'économie planifiée. Affirmer le contraire et proclamer qu'il n'y a aucune différence entre la propriété étatique et la propriété coopérative, c'est faire preuve d'une ignorance théorique plus grande encore que celle de Staline. Mais le renforcement de l'industrie, l'accroissement constant du nombre et de la qualification de l'industrie, les progrès de la révolution internationale diminuent les risques de l'opération (qui, en d'autres circonstances, aurait pu être extrêmement périlleuse). L'Etat soviétique est aujourd'hui infiniment mieux outillé que jadis pour satisfaire les besoins de la paysannerie. Pour satisfaire ces besoins de même que ceux du prolétariat, il faut libérer l'économie de la mainmise et de la spoliation constante des bureaucrates. Les réformes khrouchtcheviennes ne rendent que plus actuelle et nécessaire la révolution politique qui se prépare.

Chaque tournant du Kremlin pour se maintenir au pouvoir a été en même temps un coup porté à un des bastions du régime. Avec Beria tomba la toute-puissance de la police, avec Molotov celle des jeunes technocrates « réformistes », avec Molotov et Kaganovitch celle des bureaucrates des ministères « économiques ». Avec la chute de Joukov, celle des maréchaux de l'armée est pour la première fois menacée. Des revendications démocratiques et égalitaires se sont fait entendre au sein de l'armée, dernière force sur laquelle peut s'appuyer la dictature. Certains ont vu dans ces événements les étapes de l'ascension de Khrouchtchev vers le pouvoir suprême. Pris dans leur ensemble, ils paraissent plutôt des étapes vers la désintégration du pouvoir de la bureaucratie. C'est d'ailleurs le sens historique de toute la « déstalinisation ».

E. GERMAIN.

Dans le 2^e Secteur de Paris

Pour un vote de classe au premier tour votez P. C. F.

Pour appuyer sa politique de guerre en Afrique du nord, et afin de tenter d'affaiblir la portée de l'élection partielle de Marseille, le gouvernement a brusqué l'élection partielle dans le deuxième secteur de Paris, le plus réactionnaire de la capitale. Au scrutin uninominal, le succès du candidat de droite y est de toute façon assuré au second tour. Mais la réaction veut essayer d'obtenir un succès dès le premier tour et, pour réduire la dispersion des voix bourgeois, une concentration s'est faite pour celui-ci, allant du R.G.R. aux poujadistes, sur une candidature se prétendant apolitique, celle du président de l'U.N.C., l'association d'anciens combattants qui est associée à toutes les manifestations réactionnaires et qui, notamment, couvrit de son apolitisme le coup de force du 6 février 1954.

En raison du peu de temps résultant de la convocation brusquée de l'élection, le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) ne peut présenter au 1^{er} tour un candidat défendant le programme du marxisme révolutionnaire et appelant à la solidarité totale avec la Révolution algérienne et le droit sans réserve du peuple algérien à son indépendance. Dans ces conditions, le P.C.I. appelle les travailleurs du 2^e secteur de la Seine à exprimer dès le 1^{er} tour un vote de classe.

Quelle que puisse être la personnalité de son candidat, l'U.G.S. ne peut être valablement considérée comme un parti ouvrier. Quant au Parti socialiste, il se trouve aujourd'hui associé à la politique gouvernementale et un vote pour lui serait un vote pour les Lacoste et les Lejeune.

La seule façon pour les travailleurs du 2^e secteur d'exprimer un vote de classe — contre la guerre d'Algérie, contre la politique de répression, de misère et de réaction — est de voter pour le candidat du P.C.F. Auguet. Il ne s'agira pas là d'une approbation de la politique de la direction Thorez qui est très largement responsable de la situation difficile dans laquelle se trouve la classe ouvrière, par sa recherche d'un « compromis à gauche », son vote des pouvoirs spéciaux, etc. Sur le nom du candidat communiste se fera une manifestation d'hostilité des masses travailleuses à la politique gouvernementale. Plus elle sera ample et plus elle stimulera ceux qui, dans le mouvement ouvrier, luttent pour éliminer des directions faillies des partis ouvriers et pour faire triompher une politique de classe vigoureuse.

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.I.

Manifestations contre l'impérialisme français

A CEYLAN

Le 1^{er} février, ayant appris la dissolution de l'U.G.E.M.A., plus de 350 étudiants de Colombo de l'Université de Ceylan se rendirent en manifestation aux bureaux de l'Ambassade de France, portant des pancartes et criant des mots d'ordre antiimpérialistes.

Malgré les instructions de la police, la démonstration pénétra dans les bureaux et y manifestèrent longuement.

Les étudiants se réunirent également et adoptèrent une résolution condamnant la terreur de l'impérialisme français en Algérie, et invitant le Premier ministre de Ceylan à intervenir immédiatement pour protester contre la répression qui sévit à l'égard de la lutte de libération du peuple algérien.

A LONDRES

Au cours des deux dernières semaines de février, des piquets ont manifesté devant le bureau de l'attaché militaire de l'Ambassade de France à Londres pour protester sur l'affaire Djamilia Bouhired et plus généralement contre la politique française en Algérie.

Ces piquets ont été organisés sur l'initiative du Mouvement pour la Libération des Colonies et l'organisation du Labour Party de la circonscription de Westminster. A eux se joignirent des militants de diverses organisations et courants, notamment les marxistes révolutionnaires. Egalement des étudiants coloniaux, en particulier les étudiants ceylanais actuellement à Londres.

Le 30 MARS, journée de lutte des peuples d'Asie et d'Afrique

CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE
MANIFESTEZ AVEC EUX!